

Allocution de Jean-Marc Pujol, maire de Perpignan

Dimanche 29 janvier 2012

INAUGURATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION DES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Monsieur le ministre,
Mesdames et Messieurs les députés
Mesdames et Messieurs les élus
Mesdames et Messieurs les présidents d'associations
Monsieur le président des cercles algérianistes,
Mon cher Thierry,
Mes chers compatriotes,

En prenant la parole devant vous, j'ai le sentiment du devoir accompli.

Devoir accompli non pas par rapport à moi mais par rapport à nos parents et grands-parents et à tous ceux qui ont construit l'Algérie pendant 132 ans et qui ont été effacés par l'histoire de l'Algérie française des 8 dernières années et l'exil définitif.

Ce pays de contrastes, où le caractère des hommes était illuminé par le soleil et assombri par la dureté de sa terre, à jamais perdue par tous les survivants.

Ce que nous avons voulu avec le Centre de documentation des Français d'Algérie, ce n'est pas rechercher une revanche qui n'aurait pas de sens mais mettre en valeur ce que tout le monde veut cacher.

50 ans déjà, un demi-siècle et pourtant la vérité peine à émerger.

« Seule la vérité peut affronter l'injustice, la vérité ou l'amour » écrivait Albert Camus.

L'amour de notre pays perdu, de nos familles dispersées. Les Français d'Algérie l'ont peu à peu reconstruit en métropole, je dis métropole parce que je sais que pour beaucoup d'entre vous le mot France a été synonyme d'abandon, d'incompréhension, de trahison et d'injustice.

Et pourtant, la vie a repris ses droits, les familles se sont reconstruites et le temps nous a montré que la France que nous aimons n'était pas celle qui nous avait abandonné.

Celle qui a abandonné, celle qui a ordonné aux soldats de ne pas sortir des casernes le 5 juillet 1962 à Oran quand les massacres commençaient, c'est celle du froid calcul politique toutes tendances confondues. Mais n'oublions surtout pas qu'au même moment des officiers français désobéissaient pour sauver les pauvres vies emportées par la monstruosité politique.

N'oublions pas le commandant Hélié Denoix de Saint Marc qui déclarait devant ses juges : « Monsieur le président, on peut demander beaucoup de choses à un soldat et même de mourir pour son pays mais on ne peut pas lui demander de se parjurer ».

N'oublions pas que le 5 juillet 1962 à Oran, bravant les ordres du gouvernement et du général Katz interdisant aux soldats français d'intervenir, un officier français lieutenant de la 4^e compagnie du 30^e bataillon des chasseurs portés s'est porté au secours de centaines de Français d'Algérie regroupés devant la préfecture et promis aux massacres et a permis leur libération.

Alors au moment où certains essaient de politiser cette journée pour de petits motifs partisans, je voudrais leur rappeler que ce jour-là l'honneur de la France c'était ce lieutenant Rabah Kheliff et c'est cette France que nous aimons.

Alors voyez-vous, ce Centre de documentation des Français d'Algérie, il a pour objet de permettre le rétablissement de la vérité.

Rien de ce qui a été fait en Algérie ne sera passé sous silence, les historiens pourront travailler et établir la vérité de ce que fût cette époque et cette période.

Le temps est venu de sortir des lectures biaisées d'idéologues au service d'une cause dépassée qui travestissent la vérité pour se donner bonne conscience.

Où sont-elles les bonnes consciences quant on sait le malheur des harkis. Jean Lacouture a écrit en 1991 : « cent mille personnes sont mortes par notre faute. Le déshonneur est trop lourd à porter ».

Mais ne désespérons pas, la revue « Les Temps modernes » vient de publier un numéro spécial 666 sur les harkis où son rédacteur Claude Lanzmann reconnaît : « Ce numéro spécial des Temps modernes tente de dire la vérité, réparant par-là même une grande injustice ».

Déjà, lorsque nous avons érigé le mur des Disparus, nous avons dû faire face aux campagnes de désinformation et de calomnies des falsificateurs de l'histoire, ceux qui ont voulu faire croire aux lendemains qui chantent en fournissant le goulag en URSS et le Kampuchéa au Cambodge.

À tous ceux que nous gênons par la création du Centre de documentation des Français d'Algérie, nous n'aurons qu'une réponse celle d'Albert Camus : « Je veux combattre pour la justice, non pour la pénitence des uns et la vengeance des autres ».

Cette justice nous l'atteindrons par les documents dont le centre dispose et ceux qu'il va réunir au fil des temps en récupérant des fonds privés et aussi, je le souhaite, des fonds d'états enfermés au fin fond de la « raison d'État ».

Les historiens rappelleront ce pays où, comme l'a écrit Olivier Todd dans la biographie d'Albert Camus « les voix françaises, arabes, espagnoles, italiennes se mêlent et que ça sent la cannelle, l'anis, le safran, l'eau de Javel et le poivron caramélisé » et c'est tellement mieux ainsi.

Ils rappelleront la vie simple de ces gens pauvres mais fiers venant de toute l'Europe pour construire ensemble à la fois une nouvelle vie et un nouveau pays.

Ils rappelleront comment la langue française et les instituteurs étaient porteurs d'émancipation, les médecins porteurs de vie, les ouvriers porteurs d'espoir et les colons porteurs de mise en valeur.

Ils rappelleront aussi que le système était injuste car il ne prenait pas assez en compte les populations autochtones et ils se souviendront aussi que Camus ce fils d'Algérie avait dénoncé dès 1939 dans « Misère de la Kabylie » la surpopulation, la misère, l'exploitation, la mortalité infantile, l'illettrisme, le travail des enfants.

Ils diront que la France a attendu trop longtemps pour faire de tous les Algériens des Français et qu'en 1958 c'était trop tard.

Cette histoire, notre histoire, nous les Français d'Algérie, nous la voulons, nous la revendiquons car nous n'avons pas peur et que nous savons ce que nos ancêtres ont fait dans ce pays et que l'histoire leur rendra justice.

Et puis au-delà de cette histoire qui a passé sous silence l'exil et le déracinement, les massacres et les disparus, le centre, je l'espère, sera porteur des valeurs d'humanisme, de tolérance, de ces pionniers qui ont cru construire un nouveau monde porté par la France des lumières.

Alors pour respecter leurs mémoires et leurs sacrifices pour la mise en valeur de l'Algérie, malgré les critiques que l'on doit entendre, trouvons les mots et les actes pour construire avec l'Algérie, le renouveau de notre fraternité ancienne.

Sachons accepter le passé de nos parents pour construire l'avenir de nos enfants des deux côtés de cette Méditerranée que nous chérissons.

Écartons de nos bouches les mots de haine, ôtons de nos esprits le ressentiment, restons fidèles à la vérité de notre histoire.

Souvenons-nous de Christian de Chergé, le prier de Tibhirine qui était officier SAS près de Tiaret en Algérie, et de Mohamed, le garde-champêtre, père de 10 enfants, qui lui avait évité la mort et que l'on devait retrouver égorgé le 3 juillet 1960.

Souvenons-nous de son testament :

« S'il m'arrivait un jour – et ça pourrait être aujourd'hui – d'être victime du terrorisme qui semble vouloir englober maintenant tous les étrangers vivant ici, j'aimerais que ma communauté, mon Église, ma famille se souviennent que ma vie était DONNÉE à Dieu et à ce pays.

Qu'ils acceptent que le Maître unique de toute vie ne saurait être étranger à ce départ brutal. Qu'ils sachent associer cette mort à tant d'autres aussi violentes laissées dans l'indifférence de l'anonymat.

J'ai suffisamment vécu pour me savoir complice du mal qui semble, hélas, prévaloir dans le monde, et même de celui-là qui me frapperait aveuglément...

Je ne saurais souhaiter une telle mort. Je ne vois pas, en effet, comment je pourrais me réjouir que ce peuple que j'aime soit indistinctement accusé de mon meurtre...

Je sais le mépris dont on a pu entourer les habitants de ce pays pris globalement. Je sais aussi les caricatures de l'Islam qu'encourage un certain islamisme...

Ce pays et l'Islam, pour moi, c'est autre chose : c'est un corps et une âme.

Ma mort, évidemment, paraîtra donner raison à ceux qui m'ont rapidement traité de naïf ou d'idéaliste, mais ceux-là doivent savoir que je serai enfin libéré de ma plus lancinante curiosité et que je pourrai, s'il plaît à Dieu, plonger mon regard dans celui du Père pour contempler avec lui ses enfants de l'islam tels qu'il les voit...

Dans ce MERCI où tout est dit, désormais, de ma vie, je vous inclus bien sûr, amis d'hier et d'aujourd'hui. Et toi aussi, l'ami de la dernière minute, qui n'aura pas su ce que tu faisais, oui pour toi aussi je le veux ce MERCI, et cet « A-DIEU » envisagé de toi.

Et qu'il nous soit donné de nous retrouver, larrons heureux, en paradis, s'il plaît à Dieu, notre Père à tous deux !

Amen ! Inch'Allah ! »

C'est cette hauteur d'esprit, ces paroles d'amour et d'espérance que je veux voir porter par le Centre de documentation des Français d'Algérie.

Et puis, permettez-moi une confidence intime, avec le mur des Disparus et le Centre de documentation des Français d'Algérie, je crois avoir entrouvert le coin du voile de la vérité et de la réconciliation et je pourrais dire enfin.

Enfin, Bernard Pessardière, l'associé de mon père qui me faisait rire, enfant. DISPARU.

Enfin, Claude Rouilly et Georges Henri Roques, les enfants de M. et M^{me} Rouilly du magasin Sport et vacances de Béziers. DISPARUS.

Enfin, Dominique et Colette Penniello, qui partaient heureux de Castiglione en voyage de noces. DISPARUS.

Enfin, Abdelkader Messali, Saïdi Hamza, Ali Hamoumou et tant d'autres... DISPARUS.

Enfin, les harkettes de Catinat. DISPARUES.

Enfin, Joseph Hadjadt. DISPARU.

Enfin, tous les disparus, tous les morts.

Il y a désormais en France, à Perpignan, un endroit où l'on se souviendra toujours de vous.

Jean-Marc Pujol,
maire de Perpignan